



UNE LOI POUR LES RÉGULER TOUTES !

Un quizz qui vous permet d'aborder les messages de la campagne sans devoir faire une conférence et endormir votre auditoire !

Attention : pour certaines questions, plusieurs réponses sont possibles.

- 1 Les grandes entreprises multinationales sont souvent pointées du doigt pour :
 - a. Leur créativité débordante
 - b. Leurs impacts négatifs sur l'environnement
 - c. Les impôts élevés qu'elles payent.
 - d. Leurs impacts négatifs sur les droits humains des travailleurs/euses
- 2 Il existe plein d'autres manières d'envisager le rôle d'une entreprise et ce qu'elle peut apporter à la société. Notamment, à travers l'ESS, mais c'est quoi ça, l'ESS ?
 - a. Le modèle d'entreprise issue du nazisme
 - b. L'économie sans soucis
 - c. L'économie sociale et solidaire
 - d. L'entreprise sans salaires
- 3 L'ESS, l'économie sociale et solidaire, c'est
 - a. Faire attention au bien-être de sa clientèle
 - b. Economiser son argent pour des projets sociaux
 - c. Proposer un job à des étudiant.e.s
 - d. Des entreprises dont le fonctionnement et les activités sont fondées sur un principe de solidarité et d'utilité sociale
- 4 Il existe des lois dans d'autres pays, et une loi en projet en Belgique pour obliger les entreprises à être responsables de ce qui peut se passer tout au long de leur chaîne de production. L'intitulé d'une telle loi est :
 - a. La loi sur la responsabilité étendue
 - b. La loi sur le devoir de vigilance
 - c. La loi sur le développement durable
 - d. La loi sur la transition entrepreneuriale
- 5 Pourquoi toujours diaboliser les entreprises ? N'ont-elles pas souvent des codes éthiques, des chartes, ne réalisent-elles pas des audits (enquêtes pour vérifier le respect de normes dans une entreprise) ?
 - a. Oui, et ça fonctionne bien !
 - b. Oui, et les gens qui y travaillent sont très contents
 - c. Oui, et je propose un big up pour Jeff Bezos (patron d'Amazon)
 - d. Oui, mais ça ne fonctionne pas, c'est pourquoi il faut des règles contraignantes
- 6 À quelle « philosophie » se rapporte la loi sur le devoir de vigilance ?
 - a. L'idée que l'on doit être responsable de toute la chaîne de production, même mondiale, qui confectionne ce que l'on vend
 - b. L'idée que la responsabilité s'arrête aux frontières nationales
 - c. L'idée que les entreprises ont seulement pour objectif de faire du profit
 - d. L'idée que les entreprises sont au-dessus des lois
- 7 Comment réagissent les entreprises belges à l'idée d'avoir une loi sur le devoir de vigilance ?
 - a. Elles sont toutes hyper contentes, surtout les plus polluantes
 - b. Elles font tout pour faire capoter le projet
 - c. Elles se montrent prudentes, préfèrent un cadre européen et qui ne soit pas trop exigeant
 - d. Certaines entreprises ont signé une lettre de soutien pour qu'une telle loi existe !
- 8 Quel lien peut-on faire entre le devoir de vigilance et le commerce équitable ?
 - a. Il n'y en a pas
 - b. Même combat !
 - c. Le commerce équitable et le devoir de vigilance veulent modifier la manière dont les entreprises font des affaires
 - d. Oxfam soutient les deux !
- 9 Une grande marque qui commercialise des GSM, que peut-on vraiment lui reprocher ?
 - a. Des travailleurs/euses sous-payé.e.s et des conditions de travail scandaleuses dans les usines qui assemblent les GSM
 - b. Des métaux utilisés dans la fabrication qui proviennent de mines où les travailleurs/euses sont exploités.e.s
 - c. Des métaux utilisés dans la fabrication qui pour être extraits provoquent une pollution chimique dans les cours d'eau et l'environnement
 - d. Un modèle de production globalisé très énergivore et qui produit beaucoup de CO₂
- 10 Pourquoi la plupart des entreprises se fournissent-elles chez d'autres entreprises sous-traitantes à l'autre bout de la planète ?
 - a. À cause de certaines matières premières qu'on ne trouve pas en Belgique (ou en Europe)
 - b. Parce que leurs employé.e.s ont envie de pouvoir voyager
 - c. Parce que certains pays sont moins regardants sur leur impact environnemental et ne protègent pas les bonnes conditions de travail
 - d. Pour pouvoir noter que leur produit vient de loin et est exotique

RÉPONSES

1. B. et D.

Les entreprises, les grandes marques de textiles, les grands groupes de l'agro-industrie obéissent à un modèle d'économie extractive : comment faire le plus possible de profits sans trop tenir compte des ressources naturelles, des « ressources humaines » et de la pollution qu'elles génèrent. Sur toute la planète, on ne compte plus la multitude d'impacts négatifs de ce business (et d'ailleurs bien souvent en payant particulièrement peu d'impôts pour la collectivité).

2. C.

L'ESS, l'économie sociale et solidaire pour montrer qu'une autre économie est possible ! Une économie qui ne cherche pas uniquement le profit, mais qui cherche plutôt à profiter au plus grand nombre, planète terre incluse.

3. D.

C'est la définition de l'ESS. Mais ça c'est en court. En plus long, ça pourrait donner : une économie et un modèle d'entreprises qui par leur fonctionnement proposent une toute autre philosophie. Des entreprises au service de la société, du bien-être, de la préservation de l'environnement, de la transition écologique, de la décarbonation (diminuer les émissions de CO₂), de la justice sociale et fiscale, ... Tout un monde d'entreprises alternatives à découvrir. Les associations de Commerce Équitable s'intègrent clairement dans cette démarche.

4. B.

Le devoir de vigilance (due diligence en anglais), c'est l'obligation pour les entreprises de savoir ce qui se passe tout au long de la chaîne de production et de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que des violations des droits humains et des impacts négatifs sur l'environnement aient lieu.

5. D.

Bon, certaines entreprises ne seront peut-être pas d'accord. Mais franchement, depuis le temps, ça ne marche

pas bien toutes ces bonnes intentions ! En effet, les recommandations des Nations Unies et de l'OCDE, qui ne sont pas contraignantes, ont été très peu prises en compte par les entreprises. En Belgique, un récent rapport d'expert.e.s a montré qu'elles étaient très peu suivies. Des catastrophes comme l'écroulement du Rana Plaza ont eu lieu dans des entreprises qui avaient pourtant fait l'objet d'un audit quelques mois plus tôt ! De qui se moque-t-on ? C'est pourquoi, les expert.e.s et les ONG ont recommandé l'adoption d'un cadre de lois obligatoires.

6. A.

C'est donc une responsabilité étendue. Enfin ne plus permettre aux entreprises de dire « c'est pas moi, c'est lui ou elle ! ». Saviez-vous qu'H&M, marque suédoise bien connue, n'a aucune entreprise textile qui lui appartient en propre ? Elle achète ce qu'elle vend dans ses magasins auprès de... fournisseurs ! Mais est-ce une raison pour ne pas se sentir responsable de ce qui se passe dans les usines de textiles au Bangladesh par exemple ? En droit belge, ce type de « responsabilité étendue » existe déjà comme par exemple dans le secteur de la construction, une entreprise générale engage sa responsabilité en incluant ses entreprises sous-traitantes si par exemple l'une d'elles emploie des ouvriers « au noir ».

7. B, C et D.

Il y a diverses réactions. C. est plutôt la réaction de la FEB, la fédération des entreprises belges. Beaucoup de grosses entreprises n'ont pas du tout envie de toutes ces contraintes qui tentent de mettre des bâtons dans les roues dans leur « business as usual ». Mais, en Belgique, 60 entreprises ont signé une lettre en soutien d'une loi pour le devoir de vigilance en Belgique avec pour objectif de démontrer qu'il n'y a pas que la société civile qui veut légiférer.

8. B, C et D.

Oxfam-Magasins du monde s'est imposé des critères exigeants dans le commerce équitable pratiqué dans nos

magasins. Et nous ne travaillons qu'avec des coopératives qui respectent ces principes. Si une loi sur le « devoir de vigilance » était votée, il y aurait bien plus de commerce équitable dans tous les magasins et plus besoin de se demander si ce que nous achetons respecte ou non les droits des travailleurs.euses et l'environnement. C'est pourquoi Oxfam milite aussi pour qu'une telle loi soit votée en Belgique et au parlement européen !

9. A, B, C et D.

En effet, derrière cet outil que nous utilisons tous les jours se cachent beaucoup de violations aux droits humains et de dégradation de l'environnement. Le but ici n'est pas de se culpabiliser mais de prendre conscience de ce qui se passe pour ensuite militer afin que les choses changent. Et demander au gouvernement de voter une loi qui empêcherait tout cela ! Si tu veux en savoir plus et en parler aux autres élèves de ton école, jette un œil aux autres fiches de ce dossier, tu y trouveras des infos et des idées d'actions.

10. A et C.

Il est vrai qu'on ne trouve pas tout en Europe. Par exemple, le cacao ne pousse pas ici ou le coltan que l'on retrouve dans les GSM se trouve surtout dans des mines au Congo, etc. Ce qui force certaines entreprises à se fournir ailleurs. Mais elles en profitent aussi pour mettre la pression sur certains pays. On appelle cela le « dumping social/environnemental ». Si un pays fournisseur prévoit de relever le salaire minimum ou de voter des lois plus contraignantes en matière de protection de l'environnement, les entreprises peuvent menacer de se déplacer vers un pays « moins regardant » et donc aller dépenser leur argent ailleurs... C'est une mise en concurrence injuste des pays où se trouvent ces fournisseurs et ne fait qu'accentuer les problèmes sociaux et environnementaux.